tenue sous la présidence de Monsieur BROSSIER, assisté(e)
de Madame CHARPY et Madame POULIQUEN, Conseillères
En présence de Monsieur SECCHI, Rapporteur public
Madame DAN, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2501064	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral n°1303217578 du 17 juillet 2024 portant refus de titre de séjour et obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 700 euros au titre des frais irrépétibles sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B	AKD AVOCAT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
02)	DOSSIER N° 2501065	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du 05/01/2025 du Préfet des Bouches du Rhône portant obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours à compter de sa notification. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros versée à son conseil à condition que ce dernier renonce à percevoir la somme au titre de l'aide juridictionnelle, au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame L	Maître KOUEVI Godfry
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	

09 heures 30

03)	DOSSIER N° 2501066	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler la décision de refus d'admission au séjour prise par le préfet des Bouches du Rhône le 21 octobre 2024, portant obligation de quitter le territoire français et fixant le pays de renvoi ; + injonction. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros nets de TVA en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sous réserve de son renoncement à percevoir le bénéfice de l'aide juridictionnelle.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame K	Maître CUZIN-TOURHAM Sarah (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
04)	DOSSIER N° 2501068	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2024 portant refus d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours à compter de la notification dudit arrêté, fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement et interdiction de retour sur le territoire français d'une durée de deux ans ; + injonction. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros en application des articles L.761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B	Maître IBRAHIM Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
05)	DOSSIER N° 2501069	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté n°24131897M du 4 septembre 2024 du préfet des Bouches-du-Rhône portant obligation de quitter le territoire français sans délai assorti d'une décision fixant le pays de renvoi et d'une interdiction de retour d'une durée d'1 an. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A	Maître CAUCHON-RIONDET Agnès
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	

09 heures 30

06)	DOSSIER N° 2501070	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2024 par lequel le préfet des Bouches du Rhône l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et lui a interdit de retourner sur le territoire français pendant deux ans. Mettre à la charge de l'Etat, en application des articles 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 et 761-1 du code de justice administrative, la somme de 1 500 euros à verser à son conseil, Maître Aurore MORA, qui s'engage dans ce cas à renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Z	Maître MORA Aurore (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
07)	DOSSIER N° 2501071	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler la décision du préfet des Bouches du Rhône du 26.09.2024 portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français et fixant le pays de renvoi. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sous réserve de la renonciation de son Conseil à percevoir l'aide juridictionnelle.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître DECAUX Séverine
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
08)	DOSSIER N° 2501073	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du 13 septembre 2024 du préfet des Bouches-du-Rhône et notifié le même jour, portant obligation de quitter le territoire français sans délai assorti d'une décision fixant le pays de renvoi et d'une interdiction de retour d'une durée d'1 an. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Y	Maître CAUCHON-RIONDET Agnès
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	

09 heures 30

09) **DOSSIER N° 2500952** **RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER**

Titre de l'affaire Renvoi du TA de Melun - demande au tribunal d'annuler l'arrêté du préfet de Seine-et-Marne notifié le 10 octobre 2024 portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination, enjoindre au préfet de lui délivrer un titre de séjour dans un délai d'un mois à compter de la décision à intervenir et ce, sous astreinte de 100 euros par jour de retard, enjoindre au préfet de procéder à un réexamen de sa demande dans un délai de deux mois à compter de la décision à intervenir, sous astreinte de 50 euros par jour de retard, prononcer la condamnation de l'État à lui verser 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur H	Maître REDON Chloé (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE	

10) **DOSSIER N° 2501074** **RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER**

Titre de l'affaire Demande au tribunal d'annuler la décision du préfet des Bouches-du-Rhône du 13 décembre 2024 rejetant sa demande d'asile et portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours.
De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi de 1991.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur I	Maître PREZIOSO Rodolphe
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	

11) **DOSSIER N° 2502878** **RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER**

Titre de l'affaire Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 16 janvier 2025, portant rejet de sa demande d'asile et obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours à compter de la notification de l'arrêté ; + injonction + dde frais irrépétibles.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur I	Maître PREZIOSO Rodolphe
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	

09 heures 30

12)	DOSSIER N° 2501072	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler la décision du préfet des Bouches-du-Rhône du 13 décembre 2024 rejetant sa demande d'asile et portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi de 1991.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C ÉPOUSE I	Maître PREZIOSO Rodolphe
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
13)	DOSSIER N° 2502879	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 16 janvier 2025, portant rejet de sa demande d'asile et obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours à compter de la notification de l'arrêté ; + injonction + dde frais irrépétibles.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C	Maître PREZIOSO Rodolphe
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	
14)	DOSSIER N° 2503566	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler l'arrêté du préfet du 09/07/2024 portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire (OQTF) dans un délai de 30 jours et en ce qu'il a fixé le pays de destination. De mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur O	Maître BARTOLOMEI Laurent
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE	